

Résumé exécutif

Quand le Maghreb perd ses talents

Amine Ben Naceur

La version longue de cet article est consultable à l'adresse suivante : <https://www.kas.de/poldimed/>

Le départ de travailleurs hautement qualifiés du Maghreb central s'est considérablement accru au cours des vingt dernières années. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la proportion moyenne d'immigrants maghrébins ayant fait des études universitaires est passée, en moyenne, de 9,2% en 1990 à 22,3% en 2010. Ce phénomène s'explique d'abord par la standardisation des diplômes, qui a rendu les jeunes diplômés « exportables » sur le marché du travail international, mais également par les conditions socio-économiques difficiles dans leur pays d'origine.

Cette situation soulève des questions dans certains secteurs stratégiques menacés par cette perte massive de compétences. En médecine, l'Ordre national des médecins tunisiens affirme que 45% des nouveaux venus ont quitté le pays. Du côté algérien, plus de 1/4 des diplômés - candidats au départ - viennent d'une école de médecine. Si les conséquences directes de cet exode sont difficiles à quantifier, elles contribueront très certainement à la désertification médicale et à la privatisation du secteur de la santé qui se fait à un rythme soutenu dans des pays comme la Tunisie ou le Maroc. C'est également dans le secteur de la technologie que la fuite des cerveaux est préoccupante. Alors que plus de 600 ingénieurs quittent le Maroc chaque année, la Tunisie en perd quant à elle plus de 1500.

S'agissant des retours positifs pour les pays d'origine, il semble que l'équilibre entre les pertes et les gains pour la sous-région soit inégal. Parmi les migrants tunisiens, par exemple, la probabilité de retour au pays diminue avec le niveau d'instruction. En ce qui concerne les envois de fonds, les émigrés qualifiés ne semblent pas aussi concernés par cette pratique que leurs homologues moins qualifiés. Ainsi, chez les migrants marocains vivant en Espagne, le niveau d'éducation est inversement proportionnel à la probabilité d'envoyer des fonds dans leur pays d'origine.

Avec un taux de chômage variant entre 9% et 15%, la volonté d'intégrer un marché du travail plus dynamique semble être le facteur le plus évident expliquant la fuite des compétences au Maghreb. Parmi des considérations plus subjectives, le portail marocain de l'emploi révèle que 56% des personnes interrogées sont insatisfaites de la qualité de vie et du cadre de travail du pays. En Tunisie, une association étudiante rapporte qu'un tiers des départs sont motivés par la situation du pays et une détérioration de la confiance dans les institutions.

S'il est difficile de rivaliser avec les opportunités professionnelles offertes par l'étranger, les pays du Maghreb peuvent toutefois se travailler à partir de la volonté des émigrants d'entreprendre dans leur pays d'origine. Une enquête révèle que plus de 54% des expatriés souhaitent revenir au Maroc pour contribuer à son développement. En Tunisie, près de 40% des émigrants veulent faire de même. Toutefois, dans les deux cas, c'est l'absence d'un monde du travail stimulant et la détérioration des institutions qui constituent le principal obstacle au retour.

Éléments clés

- La proportion moyenne d'immigrants titulaires d'un diplôme universitaire est passée, en moyenne, de 9,2 % en 1990 à 22,3 % en 2010.
- En 2017, 45% des médecins tunisiens nouvellement diplômés ont quitté le pays
- Plus de 600 ingénieurs quittent le Maroc chaque année, la Tunisie subit la perte de plus de 1 500 ingénieurs.

Retours positifs pour les pays d'origine

- Parmi les migrants tunisiens, la probabilité de rentrer chez eux diminue avec le niveau d'instruction.
- Marocains en Espagne : le niveau d'éducation est inversement proportionnel à la probabilité d'envoyer des fonds dans leur pays d'origine.

Motifs de départ

- 56% des répondants marocains sont insatisfaits de la qualité de vie et de l'environnement de travail du pays.
- En Tunisie, 1/3 des départs sont motivés par la situation du pays et une détérioration de la confiance dans les institutions.

Améliorations possibles

- 54% des expatriés souhaitent revenir au Maroc pour contribuer à son développement.
- En Tunisie, près de 40% des émigrants veulent faire de même.

Dans les deux cas, l'absence de secteurs professionnels stimulants et la faiblesse des institutions constituent le principal obstacle au retour.

Amine Ben Naceur, coordinateur de projet au Programme Régional Dialogue Politique Sud Méditerranée de la Konrad-Adenauer-Stiftung (Tunis)

Avertissement: *Les points de vue et opinions exprimés dans ce document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique officielle ou la position de la Konrad-Adenauer-Stiftung ou de son Programme Régional Dialogue politique Sud Méditerranée.*

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Dr. Canan Atilgan
Directrice
Programme Régional Dialogue Politique Sud Méditerranée
Tunis, Tunisie
www.kas.de/poldimed
canan.atilgan@kas.de



The text of this publication is published under a Creative Commons license: "Creative Commons Attribution- Share Alike 4.0 international" (CC BY-SA 4.0), <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode>